

NOTE D'ORIENTATION POUR LES PARLEMENTAIRES



Le rôle des Parlementaires face aux défis démographiques et de développement

Les parlementaires jouent un rôle central dans la façon dont les pays répondent aux évolutions démographiques, économiques et sociales. Par la législation, l'approbation budgétaire, le contrôle et la redevabilité, ils déterminent comment les priorités nationales se traduisent en action et comment les ressources publiques sont allouées.

Ces responsabilités deviennent de plus en plus complexes. Les évolutions démographiques, les besoins en soin changeants et les pressions budgétaires persistantes obligent ces décideurs à concilier priorités immédiates et investissements à long terme dans le capital humain, la protection sociale et la soutenabilité budgétaire.

Le soin est directement lié à ces responsabilités. Les systèmes de soin influencent la participation

au marché du travail, la productivité, le développement du capital humain et les besoins futurs en dépense publique. Les investissements dans le soin peuvent accroître la main-d'œuvre, renforcer la productivité et élargir l'assiette fiscale – faisant du soin non seulement un enjeu social, mais aussi un enjeu de politique budgétaire et économique qui mérite davantage d'attention dans les décisions législatives et budgétaires.

Cette note montre pourquoi le soin est important pour l'action parlementaire, et comment les parlementaires peuvent mobiliser la législation, l'approbation budgétaire, le contrôle et la redevabilité pour renforcer les systèmes de soin, améliorer l'investissement public et soutenir le développement à long terme.

Le soin est une infrastructure économique

Investir dans le soin crée une chaîne de bénéfices pour l'économie et les finances publiques.



Services de soin

Un soin accessible
et de qualité



Participation au marché du travail

D'avantage de personnes
peuvent travailler



Productivité

Production plus élevée



Croissance économique

Une économie plus forte



Recettes publiques

Une assiette fiscale
plus large



Soutenabilité fiscale

Une plus grande
capacité d'investir

Comme les routes, les ponts et l'électricité, les services de soin sont une infrastructure publique qui soutient la croissance économique et la durabilité budgétaire à long terme.

Pourquoi les systèmes de soin sont importants

Les parlementaires approuvent régulièrement des investissements dans les routes, l'énergie, l'eau, les écoles et les structures de santé, car ils soutiennent l'activité économique, la productivité et le développement à long terme. Or, toute économie dépend tout autant d'une infrastructure de soin – les services, systèmes et institutions qui permettent de répondre aux besoins en soin et à chacun de participer à l'éducation, à l'emploi et à la vie économique.

Le soin est une infrastructure économique, car il soutient les personnes dont dépendent toutes les autres infrastructures. Les routes relient les gens à l'emploi, mais le soin leur permet de l'occuper. Les écoles développent des compétences, mais le soin garantit que les enfants sont en bonne santé et en mesure d'apprendre. Les structures de santé traitent la maladie, mais le soin soutient le bien-être au-delà de ces structures. Sans soin, les bénéfices des autres investissements publics ne peuvent être pleinement exploités.

Les besoins en soin existent dans toutes les sociétés et doivent être satisfaits par une combinaison de ménages, de marchés, de communautés et de services publics. Quand les services et infrastructures de soin sont insuffisants, les ménages compensent par du travail de soin non rémunéré – assumé en majorité par

les femmes et les filles – ce qui réduit la participation au marché du travail, le niveau d'éducation et la productivité. Ces effets affaiblissent la croissance économique, les recettes publiques et l'espace budgétaire disponible pour financer les priorités de développement.

Pour les parlementaires, cela signifie que les investissements dans le soin sont des investissements dans la performance économique autant que dans le bien-être social. Renforcer les systèmes de soin peut augmenter la participation au marché du travail, soutenir la productivité et améliorer la soutenabilité des finances publiques à long terme.

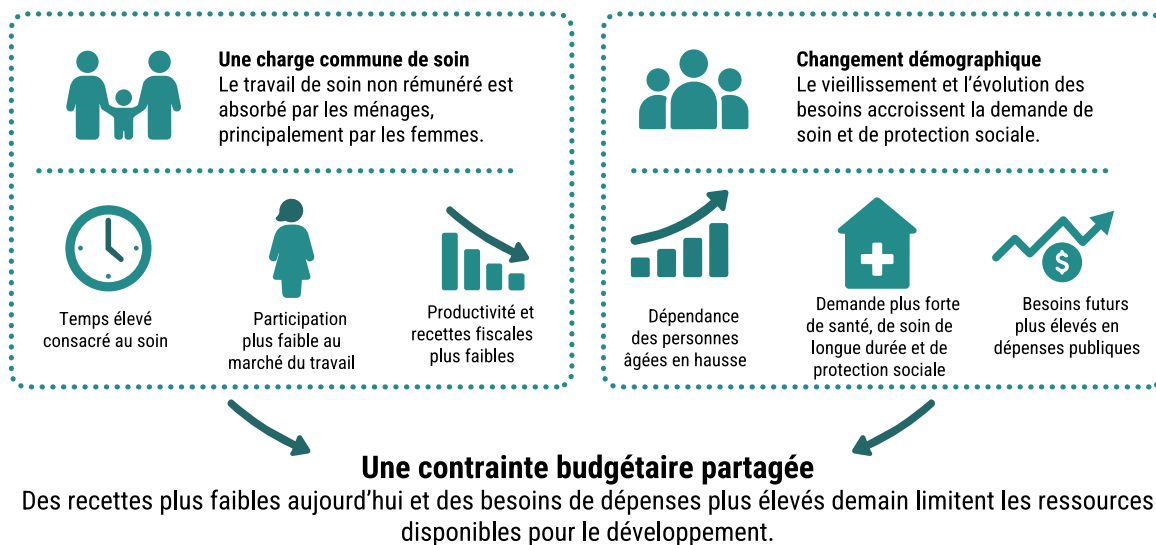
Reconnaître le soin comme une infrastructure économique a d'importantes implications pour la législation, la budgétisation et le contrôle. Tout comme les Parlementaires investissent dans les infrastructures physiques pour soutenir le développement économique, ils peuvent contribuer à renforcer les systèmes qui soutiennent les personnes qui portent ce développement. Intégrer le soin aux processus législatifs et budgétaires peut aider à garantir que les investissements publics répondent aux réalités démographiques, renforcent la participation économique et contribuent à la soutenabilité budgétaire et à une croissance inclusive à long terme.

Données clés utiles aux parlementaires

Le travail de soin non rémunéré contribue de façon significative à la productivité et au bien-être des ménages, mais reste largement exclu des estimations du PIB, des processus budgétaires et des cadres budgétaires^{1 2} – ce qui signifie qu'un moteur important de l'activité économique demeure souvent invisible dans les données utilisées pour éclairer l'investissement public et la planification budgétaire. Deux pressions interconnectées intensifient ce défi pour les finances publiques.³

Deux pressions, une contrainte budgétaire

Les responsabilités de soin aujourd'hui et le changement démographique de demain font tous deux peser des demandes accrues sur les finances publiques.



L'investissement stratégique dans les systèmes de soin aujourd'hui renforce l'économie et protège la durabilité budgétaire demain.

Les responsabilités de soin peuvent aussi affecter qui participe à la vie civique et politique.⁴

Au Ghana, les femmes ont historiquement fait face à l'exclusion des assemblées de district – notamment dans les districts de West Gonja et Lambussie-Karni – et n'occupent pas plus d'un cinquième des sièges des conseils locaux dans une grande partie de la région.⁵ Si la sous-représentation des femmes a de multiples causes, les lourdes responsabilités de soin peuvent limiter le temps disponible pour l'engagement civique et le leadership, influençant qui est représenté dans les débats législatifs, les décisions budgétaires et les priorités politiques. Pour les parlementaires, cela confirme que le soin n'est pas seulement un enjeu social, mais aussi un enjeu économique, budgétaire et de gouvernance, qui affecte à la fois qui prend les décisions et les résultats que ces décisions produisent.

Représentation des femmes au parlement

Part des sièges parlementaires détenus par des femmes



Les responsabilités de soin peuvent limiter le temps disponible pour l'engagement civique et le leadership.

Source: Union interparlementaire (UIP), Les femmes au parlement 2024

Ce que cela signifie pour les parlementaires

Le soin n'est pas simplement une question de politique sociale. Les investissements dans la garde d'enfants, le soin aux personnes âgées et le soutien aux personnes en situation de handicap influencent la façon dont les gens participent à l'économie : quand les besoins en soin sont insuffisamment soutenus, les responsabilités de soin non rémunéré peuvent limiter la participation au marché du travail, freiner la productivité et réduire les recettes publiques. À mesure que les évolutions démographiques transforment les besoins en soin et les dépenses futures, ces pressions sur les décisions législatives, budgétaires et de contrôle s'intensifient. Les cadres législatifs qui ne reconnaissent pas le soin risquent de négliger des obstacles structurels qui limitent la participation économique et réduisent l'efficacité des investissements publics.

Par la législation, l'approbation budgétaire, le contrôle et la redevabilité, les parlementaires peuvent veiller à ce que les systèmes de soin reçoivent une attention politique soutenue et un investissement public adéquat. Les décisions sur la garde d'enfants, la santé, la protection sociale, les transports, l'eau et d'autres services liés au soin déterminent la participation économique, la productivité et les pressions budgétaires futures.

Le soin est donc lié aux fonctions majeures des parlementaires. En veillant à ce que les défis et opportunités liés au soin soient reflétés dans les lois, les budgets et les processus de contrôle, les parlementaires peuvent renforcer la participation économique, améliorer l'efficacité de la dépense publique et faire en sorte que les stratégies de développement répondent aux réalités vécues par leurs électeurs.

Actions prioritaires

- 1 Promouvoir une législation renforçant les services et infrastructures de soin, et les cadres politiques favorables** — congé parental, aménagements du temps de travail, protections pour les aidants — pour réduire les obstacles à la participation économique et soutenir le développement du capital humain.
- 2 Intégrer le soin aux processus d'examen et d'approbation budgétaires via les commissions des finances et sectorielles**, reconnaissant ses implications pour le marché du travail, les services publics et les infrastructures, et veillant à ce que les décisions budgétaires reflètent les réalités démographiques et les pressions de dépense futures.
- 3 Appliquer des approches budgétaires sensibles au soin, dont la Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD)**, pour évaluer si les allocations budgétaires répondent à l'évolution démographique, aux besoins futurs en soin et aux priorités de développement à long terme.
- 4 Renforcer le contrôle des programmes liés au soin** par des revues en commission, des auditions et un suivi des dépenses en garde d'enfants, santé, eau, transport et protection sociale, pour améliorer la redevabilité et l'efficacité des investissements publics.
- 5 Mobiliser les données, évaluations et témoignages d'experts** sur le soin dans les délibérations parlementaires et en commission, pour que la législation et les budgets reflètent les besoins en soin, les contraintes d'offre de travail et les pressions budgétaires futures.
- 6 Suivre les tendances démographiques et leurs implications budgétaires** en dialoguant avec les agences de planification, les ministères des finances et les instituts nationaux de statistique, pour anticiper les besoins futurs en soin et les priorités de dépense.

Pourquoi cela est important aujourd'hui

Les parlementaires peuvent garantir que la législation, les budgets et les processus de contrôle reconnaissent le soin comme un moteur de croissance inclusive, de productivité et de développement à long terme — alors que l'évolution démographique, l'urbanisation et les besoins en soin exercent une pression croissante sur les ménages, les services publics et les budgets publics.

Reconnaître et investir dans les systèmes de soin est essentiel pour la croissance économique, l'efficacité budgétaire, l'égalité de genre et la cohésion sociale. Les décisions prises aujourd'hui détermineront la participation future au marché du travail, la productivité, les recettes publiques et les besoins en dépense — et un investissement stratégique peut

renforcer la résilience économique et réduire les pressions budgétaires à long terme.

La question n'est plus de savoir si le soin est important. Les gouvernements font déjà avancer des agendas liés à l'emploi, à la protection sociale, à l'égalité de genre et au dividende démographique. Les parlementaires peuvent veiller à ce que ces engagements se reflètent dans la législation, les priorités budgétaires et la redevabilité.

Une fenêtre politique critique s'ouvre pour les parlementaires afin de renforcer les systèmes de soin — et d'aider les pays à se préparer aux besoins futurs en soin, à renforcer le capital humain et à soutenir un développement durable.

Les obligations budgétaires futures se façonnent à travers les décisions que les parlementaires prennent aujourd'hui.

Pour aller plus loin

Consultez le rapport de référence complet, les notes d'orientation complémentaires pour différents publics, ainsi que d'autres ressources.



[Valoriser le travail de soin non rémunéré comme priorité politique en Afrique de l'Ouest et centrale francophone.](#)

[Plus d'informations sur les travaux de PRB sur le soin](#)



(in English)



(en Français)

Découvrez les données et les outils d'analyse



[Comptes Nationaux de Transferts \(NTA\) – Fiches pays](#)

Suit la production économique, la consommation et les transferts entre les groupes d'âge.



[Comptes Nationaux de Transferts de Temps \(NTTA\)](#)

Mesure le travail domestique et le soin non rémunérés entre les générations.



[Budgétisation Sensible au Dividende Démographique](#)

Évalue dans quelle mesure les budgets soutiennent les priorités du dividende démographique.



[Indice de Suivi du Dividende Démographique](#)

Mesure le niveau de préparation d'un pays à tirer parti du dividende démographique



[OIT – Mesure du Travail Domestique et du Soin Non Rémunérés](#)

Mesure le travail domestique et le soin non rémunérés.

Élaboré par : Population Reference Bureau (PRB), dans le cadre du projet Counting Women's Work

Auteurs : Reena Atuma (Policy Advisor) ; Aissata Fall (Senior Program Director)

Relecture : Cathryn Streifel (Senior Program Director)

Conception graphique : Rodolphe Müller

Photo de couverture : Maremagnum / Getty Images

1 United Nations. Transforming Care Systems in the Context of the Sustainable Development Goals and Our Common Agenda. UN System Policy Paper. New York: United Nations, 2024. https://unscg.un.org/sites/default/files/2024-07/FINAL_UN%20System%20Care%20Policy%20Paper_24June2024.pdf

2 International Labour Organization (ILO). "Measuring Unpaid Domestic and Care Work." ILOSTAT. Accessed May 22, 2026. <https://ilostat ilo.org/topics/unpaid-work/measuring-unpaid-domestic-and-care-work/>; Inter-Parliamentary Union and UN Women. Women in Politics: 2023. New York: United Nations, 2023. <https://digitalibrary.un.org/record/4006055?e=pdf>

3 The World Bank. "Fertility Rate, Total (Births per Woman) (SP.DYN.TFRT.IN)." World Development Indicators, accessed June 12, 2026. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=ZG-SN-GW-SL-GH>

4 Inter-Parliamentary Union and UN Women. Women in Politics: 2023. New York: United Nations, 2023. <https://digitalibrary.un.org/record/4006055?e=pdf>

5 United Nations Development Programme. Women's Participation in Local Governance and Peace Building: Lessons from West Gonja and Lambussie Districts. UNDP Ghana, 2025. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-05/policy_brief_womens_participation_in_loc_gov-insights_lamb.pdf